

FR

FR

FR



COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES

Bruxelles, le
SEC(2009) XXXX

Copie de courtoisie de la DG ECHO
du document SEC(2009)1566 du
06/11/2009

DOCUMENT DE TRAVAIL DES SERVICES DE LA COMMISSION

Direction Générale pour l'aide humanitaire - ECHO

Stratégie opérationnelle 2010

TABLE DES MATIÈRES

1.	Contexte et perspectives pour 2010	3
2.	Priorités horizontales	4
3.	Priorités opérationnelles	6
3.1.	Priorités budgétaires	6
3.2.	Afrique	9
3.3.	Moyen Orient et Méditerranée	15
3.4.	Asie et Pacifique	16
3.5.	Amérique latine et Caraïbes	18
4.	Conclusion.....	19

1. CONTEXTE ET PERSPECTIVES POUR 2010

Cette stratégie opérationnelle est présentée dans un contexte humanitaire global qui reste fondamentalement inchangé, si non aggravé. Les problèmes qui sont soulevés à maintes reprises dans les descriptions spécifiques des pays (section 3) sont semblables partout dans le monde: ils comprennent un rétrécissement de l'espace humanitaire par les gouvernements et les acteurs non gouvernementaux qui négligent la protection la plus fondamentale conférée en vertu du droit humanitaire international (IHL) ; des méthodes de guerre brutales visant des civils et utilisant fréquemment la violence sexuelle comme arme; attaques, expulsions et meurtres de travailleurs humanitaires; l'impact croissant causé par le changement climatique; et le manque de préparation des collectivités locales et acteurs humanitaires pour faire face à cet impact.

Les besoins croissants résultent d'une combinaison de facteurs : un plus grand nombre de **réfugiés et de personnes déplacées** en raison des conflits, l'augmentation des catastrophes naturelles due au changement climatique et à l'impact de la crise économique qui entraînent davantage de personnes dans la détresse. Plus d'un milliard de personnes sont actuellement sous-alimentées. Selon le Haut Commissaire des Nations Unies aux réfugiés, il y avait dans le monde "*environ 42 millions de personnes déplacées de force à la fin de 2008. Cela inclut 15,2 millions de réfugiés, 827.000 demandeurs d'asile (cas en attente) et 26 millions de personnes déplacées à l'intérieur du pays (IDP)*"¹. Même si ces niveaux semblent stables comparés à ceux de 2007, il faut y ajouter les nombreux déplacements récents au Pakistan, au Sri Lanka et en Somalie².

Un grand nombre de ces populations déplacées dans le monde se trouve dans cette situation en raison de **catastrophes naturelles**. Il y a eu une augmentation spectaculaire de ces catastrophes qui sont passées d'environ 200/250 par an pour la période 1987-1997 à environ 450 annuellement entre 2000 et 2007. Cette augmentation est principalement due aux événements climatiques. Pour la communauté humanitaire, cela signifie que les efforts de réduction des risques de catastrophe devraient être renforcés. Il est nécessaire d'atteindre un équilibre durable entre des efforts préparatoires plus efficaces et des opérations d'urgence plus coûteuses. La conférence de Copenhague sur le changement climatique représentera une étape importante dans ce débat. En particulier, la création éventuelle d'un mécanisme permettant aux pays concernés de réaliser des investissements plus significatifs dans la réduction des risques de catastrophe est d'un intérêt majeur pour la communauté humanitaire.

En outre, comme indiqué dans la section 3, **l'accès aux bénéficiaires** est de plus en plus limité. La fourniture de l'aide humanitaire devient de plus en plus difficile et dangereuse, soit en raison des restrictions imposées par les gouvernements (par exemple : Sri Lanka, Birmanie/Myanmar), soit en raison d'un conflit en cours et/ou du la prise pour cible des travailleurs humanitaires (par exemple Somalie, Soudan, Afghanistan, Colombie). Les statistiques récentes parlent d'elles-mêmes : en 2008, on a enregistré un nombre record de 260 travailleurs humanitaires victimes de meurtres, blessures ou enlèvements dans l'exercice de leur fonction. La même année, avec 122 travailleurs humanitaires tués, le taux de mortalité

¹ Voir: UNHCR, 2008 *Global Trends: Refugees, Asylum-seekers, Returnees, Internally Displaced and Stateless Persons*, p.2. (Juin 2009)

² Voir http://africaninstitute.co.uk/Refugee_Week_2009.html

pour les travailleurs humanitaires internationaux a été plus élevé que celui enregistré pour les troupes internationales de maintien de la paix³. En plus des problèmes de sécurité du personnel, les bailleurs humanitaires sont confrontés à certains gouvernements n'hésitant pas à s'accaparer ou "emprunter" les fonds et les biens financés par les donateurs et/ou à expulser les organisations humanitaires d'aide une fois celles-ci dépouillées.

Dans ce contexte morose - et avec les déficits budgétaires croissants des pays donateurs qui diminuent la probabilité que les budgets humanitaires actuels soient soutenus en 2010 et au-delà – la Direction Générale pour l'Aide Humanitaire de la Commission (DG ECHO) interviendra principalement de deux façons : tout d'abord, en relevant les principaux défis horizontaux via le développement de politiques qui augmentent l'efficacité de l'aide et en attirant l'attention des décideurs et du grand public et, ensuite, via une programmation des fonds systématique, équitable et cohérente.

2. PRIORITES HORIZONTALES

Lors de la mise en œuvre de ses priorités opérationnelles, la DG ECHO prêtera une attention particulière à un certain nombre de problématiques. D'une part, ces priorités horizontales sont définies grâce à l'expérience acquise sur le terrain, d'autre part, elles reflètent les principaux engagements politiques pris par la Commission, le Conseil et le Parlement Européen dans le **Consensus Européen sur l'Aide Humanitaire** signé en 2007. Par conséquent, ces priorités sont incluses dans la programmation générale (voir section 3.1) ainsi que dans la planification provisoire au niveau des pays et des régions (voir sections 3.2 à 3.5).

Bien que la Commission et les États Membres aient travaillé à la mise en œuvre des engagements pris dans le Consensus et lors de la conférence de Bruxelles sur le **Droit International Humanitaire (DIH)** en 2008, la situation sur le terrain s'aggrave. La liste des pays dont les gouvernements ignorent les exigences de la loi s'allonge. Un aspect particulièrement choquant des violations du DIH tient au fait que la violence sexuelle est utilisée comme arme de guerre – principalement dans l'Est de la République Démocratique du Congo (RDC). La DG ECHO travaille sur le développement d'une approche systématique intégrant les questions de genre lors de ses opérations humanitaires. En parallèle, cet aspect sera systématiquement intégré dans la stratégie des opérations humanitaires menées dans les pays concernés.

En ce qui concerne le DIH, le plaidoyer pour la protection **de l'espace humanitaire** doit être poursuivi sans relâche. De nombreux gouvernements continuent à négliger les engagements pris dans les Conventions de Genève. De tels problèmes ne peuvent être traités uniquement au niveau technique et une volonté politique sans faille est nécessaire si la Commission et l'UE veulent progresser et répondre à ce véritable défi.

Tandis que la majeure partie du budget d'aide humanitaire de la Commission sera à nouveau consacrée aux situations d'urgence complexes, des initiatives sont nécessaires afin de faire

³ A. Stoddard, A. Harmer, V. Di Domenico: *Providing aid in insecure environments: 2009 Update, Trends in violence against aid workers and the operational response*. Policy Brief 34, Humanitarian Policy Group (2009)

face à l'impact humanitaire **du au changement climatique**. La communauté internationale ne peut intervenir dans la plupart des zones des catastrophes naturelles car celles-ci sont devenues trop nombreuses. La Commission investit donc de plus en plus de ressources dans les activités de **réduction des risques de catastrophe** (DRR) afin de renforcer toutes les capacités de réaction dans les régions sujettes aux catastrophes. C'est dans ce contexte plus large de la politique et de la stratégie de l'UE⁴ et du plan d'action Hyogo (HFA) que la DG ECHO développe un cadre stratégique et cohérent spécifique visant à aider les communautés et les institutions compétentes à se préparer aux catastrophes naturelles et à en réduire l'impact. Cette intention de se concentrer sur la DRR dans les opérations se traduit par une planification budgétaire en hausse pour 2010 (cf. section 3.1. ci-dessous).

L'implication **militaire** de l'Union Européenne dans un certain nombre de zones de conflit a mis en évidence la nécessité d'un dialogue plus étroit entre la communauté humanitaire et les acteurs militaires. L'objectif du Consensus consistant à créer une base pour clarifier sur le terrain les rôles des acteurs humanitaires et militaires doit donc se poursuivre afin d'éviter de confondre les rôles et les identités de ces différents acteurs. En conséquence, la Commission poursuivra son dialogue avec les acteurs militaires et les décideurs politiques, non seulement pendant la phase de planification des missions, mais également à un niveau plus général.

En 2010, dans le cadre de ses efforts pour améliorer **la capacité de réaction** de la communauté humanitaire, la Commission se concentrera sur l'amélioration des ressources humaines et techniques, le renforcement du système de 'Clusters', de l'évaluation de besoins et de la préparation aux situations d'urgences, ainsi que du renforcement des capacités locales et de la logistique. En même temps, le renforcement des capacités des partenaires et des collectivités locales est en cours d'intégration dans de nombreuses opérations (par exemple Soudan/Darfour, RDC). Tant les politiques de la Commission que ses opérations refléteront son engagement continu envers un système international d'aide humanitaire fort, un éventail de partenaires et le rôle central en termes de coordination du "Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires" (BCAH / OCHA).

Un autre domaine majeur couvert par le Consensus européen est le défi de gérer plus efficacement les situations de transition, c'est-à-dire le lien qui existe entre l'aide humanitaire et la coopération au développement (**LRRD**), de sorte que l'aide humanitaire puisse être basée sur des stratégies de sortie concrètes, sans laisser de vide. La Commission travaille sur les actions qui sont nécessaires pour renforcer cette approche par le biais, par exemple, d'analyses des situations et des interventions entreprises tant par les acteurs humanitaires que par ceux du développement. En accord avec son mandat, la DG ECHO continuera à analyser des opportunités de sortie dans un cadre LRRD. Dans ce contexte, une stratégie de sortie est mise en œuvre au Burundi et en Tanzanie et aucune nouvelle opération d'urgence n'est prévue pour 2010 en Tchétchénie et en Géorgie.

Dans le domaine de **l'assistance alimentaire humanitaire**, la stratégie aura deux axes prioritaires: tout d'abord, la gestion efficace et efficiente du budget d'aide alimentaire qui continuera d'être sous pression à court et moyen terme ; et ensuite, le lancement de différentes initiatives ayant pour but de rendre l'assistance alimentaire la plus efficace possible. La DG

⁴ In particular with a view to the EU Strategy supporting Disaster Risk Reduction in Developing Countries (see: COM/2009/0084)

ECHO finalisera et mettra en œuvre une politique en matière d'assistance alimentaire humanitaire, contribuera au débat politique de la CE sur la nutrition et accroîtra l'importance accordée à la nutrition dans les activités d'aide extérieure de la CE. La Commission coordonnera également les négociations pour la réforme **de la Convention d'aide alimentaire**. Le défi principal est de transformer ce traité international en une convention moderne et intelligible, avec un accent plus prononcé sur l'humanitaire et qui soutient un éventail approprié de réponses dans le domaine de l'assistance alimentaire.

D'autres engagements liés au Consensus continueront d'être au centre des attentions en 2010. **Les problématiques sectorielles** telles que la création d'un système pour améliorer le contrôle des coûts observés pour obtenir des résultats prédéfinis (basé sur une analyse comparée des coûts par unité), l'attention susmentionnée aux questions relatives au genre et l'amélioration de l'évaluation globale des besoins humanitaires sont quelques exemples du travail à poursuivre en 2010. D'une manière générale, la mise en œuvre du Consensus est dans les temps et sera soumise à un examen approfondi conjoint avec les États membres en 2010.

3. PRIORITES OPERATIONNELLES

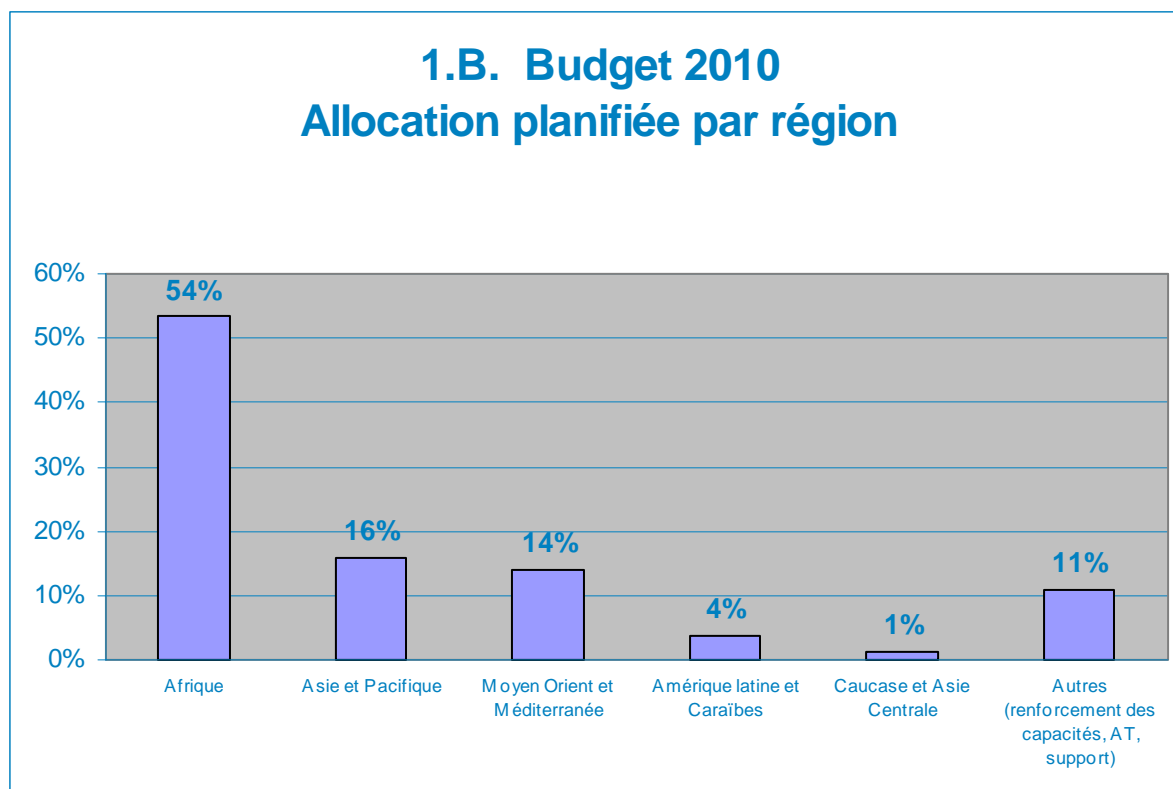
3.1. Priorités budgétaires

En ce qui concerne ses interventions humanitaires dans les pays tiers, la Commission s'est engagée à fournir de l'aide dans les zones ayant les plus grands besoins humanitaires. Ce faisant, un équilibre est à trouver entre, d'une part, les interventions liées aux crises existantes qui se prolongent et, d'autre part, les réponses à donner aux nouvelles catastrophes. C'est pour cela que la méthodologie d'allocation des budgets de la Commission doit atteindre deux buts: premièrement, évaluer correctement les zones où les besoins sont les plus importants de façon à établir un arbitrage budgétaire approprié et deuxièmement, prévoir une réserve budgétaire non allouée pour faire face à de nouvelles catastrophes. Une fois les besoins évalués globalement, d'autres facteurs tels que la nature exacte des besoins, l'accès aux bénéficiaires et la capacité d'absorption doivent être analysés pour pouvoir définir l'allocation budgétaire appropriée.

Afin de répondre à ces critères, la Commission favorise une approche double. Tout d'abord, **une évaluation globale de besoins** (*Global Needs Assessments - GNA*) est conduite centralement. Cette évaluation permet de comparer 139 pays en développement sur base d'un ensemble de données qui définit leur vulnérabilité. Cet indicateur de vulnérabilité est alors combiné avec un indicateur de crise pour évaluer quels pays sont ou ont récemment été touchés par des catastrophes. Simultanément, les unités géographiques et les experts basés sur le terrain évaluent la situation dans chacun des pays et des régions concernés. Ces évaluations fournissent des indications précises sur la nature des besoins. Ce processus fournit également des informations sur des besoins localisés dans un pays qui ne sont pas saisis par les indicateurs nationaux GNA. Les évaluations sur le terrain identifiant également les crises ne recevant pas une attention internationale suffisante, elles sont l'élément clé de l'évaluation des crises oubliées (*Forgotten Crisis Assessment - FCA*). A cet effet, d'autres facteurs ont pris en considération tels que la faible couverture médiatique, un manque d'intérêt des donateurs ou le peu d'engagement politique pour résoudre une crise. Le GNA et le FCA sont des outils inestimables pour déterminer de manière impartiale et indépendante les zones dans lesquelles l'aide de la Commission est la plus nécessaire, renforçant ainsi l'équité et la cohérence de cette dernière. Néanmoins, il est important souligner que l'engagement final de la Commission pour

une crise spécifique dépend aussi des engagements d'autres donateurs, de la capacité d'accès aux bénéficiaires et de la capacité d'absorption liée à la capacité de nos partenaires de travailler dans une situation donnée pour un pays donné.

Comme indiqué dans le graphique ci-dessous sur l'allocation régionale, la majeure partie des €800.5 millions du budget 2010 sera dépensée **en Afrique subsaharienne**. La Commission a identifié **39 pays ou territoires** qui subissent au-moins une crise. Parmi ceux-ci, 16 sont particulièrement vulnérables, dont 13 sont situés en Afrique subsaharienne. 58% du budget géographique est alloué aux 16 pays les plus vulnérables.



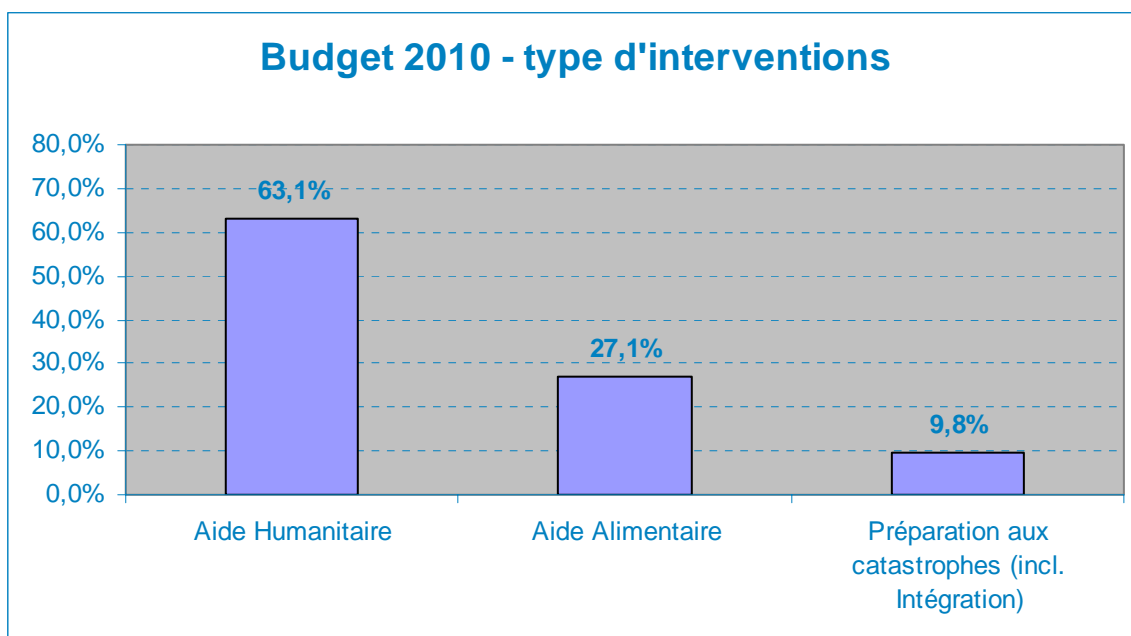
Dans le graphique ci-dessus, le pourcentage de l'allocation par région est calculé par rapport au total du budget alloué.

Il est en effet à noter que 21% du budget reste non affecté à ce stade afin de répondre aux changements de priorités et aux nouveaux besoins qui sont imprévisibles lors de la programmation. En cas de nouvelle catastrophe majeure en 2010, la Commission peut en outre demander à l'autorité budgétaire de dégager des fonds de la Réserve d'Aide d'Urgence de la Commission en plus du budget initial pour l'aide humanitaire.

Quelque 17% de l'allocation budgétaire par zone géographique est consacré à **12 situations de "crises oubliées"** – en d'autres mots, cinq de plus que l'année passée. Elles concernent la minorité laotienne Hmong en Thaïlande; les réfugiés Rohingya et la crise "Chittagong Hill Tracts" au Bangladesh; le conflit inter-ethnique en Birmanie/Myanmar et, en lien avec celui-ci, la situation des réfugiés birmans en Thaïlande; les populations touchées par le conflit armé en Colombie et dans le nord du Yémen qui touche aussi les réfugiés de la Corne de l'Afrique; les réfugiés sahraouis en Algérie et les populations touchées par les conflits régionaux en Inde

(Cachemire, Nord Est de l'Inde, régions touchées par les revendications Naxalite). Les quatre crises nouvellement identifiées concernent les populations touchées par le conflit armé en République Centrafricaine, la crise des réfugiés somaliens au Kenya, la crise Mindanao aux Philippines et les réfugiés bhoutanais au Népal. Enfin, même si la méthodologie FCA ne s'y applique pas entièrement, la crise dans la région du Sahel (principalement Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie et Niger) est aussi considérée comme "oubliée", car la région souffre d'une série de chocs externes (peu de pluies, instabilité politique, prix alimentaires élevés, épidémies, etc) aggravant une situation déjà fragile sans pour autant attirer l'attention des médias.

Le graphique ci-dessous illustre la programmation du budget par **type d'interventions**. Une attention particulière sera accordée **aux activités de réduction des risques** de catastrophes. La DG ECHO dispose de nombreux moyens pour financer de telles activités. Son programme de préparation aux catastrophes (DIPECHO) est mis en œuvre dans la plupart des régions du monde sujettes aux catastrophes naturelles.



Les projets actuels couvrent l'Asie centrale, l'Asie du Sud, l'Amérique du Sud et les Caraïbes. De nouveaux plans d'action DIPECHO sont prévus en 2010 en Afrique australe et Océan Indien, en Asie du Sud-Est et en Amérique Centrale. La réduction des risques de catastrophe est aussi intégrée dans un certain nombre de projets humanitaires, par exemple, en RDC, Tchad ou Haïti. Des projets spécifiques sont financés dans la Corne de l'Afrique et en Afrique de l'Ouest (voir détail dans les sections correspondantes ci-dessous). Par le biais de programmes de subvention (Grant Facility") et de renforcement des capacités des organisations internationales, la DG ECHO peut également financer des activités de réduction des risques de catastrophe menées par ses partenaires. Globalement, en 2010, un investissement de plus de €75 millions est affecté à la réduction des risques de catastrophe.

Les besoins en **aide alimentaire humanitaire** continuent d'augmenter. Depuis l'explosion des prix en 2008, les prix alimentaires ont suivi une courbe plus modeste. Néanmoins, il n'est toujours pas possible de répondre totalement aux besoins accrus : les prix des denrées alimentaires restent élevés dans la plupart des pays où la sécurité alimentaire est instable, ce

qui maintient le coût des opérations d'aide alimentaire à un niveau élevé et augmente le nombre de personnes vulnérables. Les besoins accrus d'aide alimentaire sont également aggravés par les difficultés de mise en œuvre de l'aide dans certains pays, tels que Soudan, le Zimbabwe et le Sri Lanka. Par conséquent, les ressources d'aide alimentaire pour 2010 cibleront principalement les activités visant à sauver des vies, afin de répondre avant tout à des risques de mortalité bien définis. Le but sera de soutenir la combinaison la plus adaptée et efficace parmi les outils et les options de réponse à disposition.

3.2. Afrique

3.2.1. Soudan et Tchad

Soudan

Dans l'ensemble du pays, les efforts déployés pour relier l'aide humanitaire aux programmes de développement de la Commission ont été compromis par la décision de ne pas ratifier la nouvelle révision de l'accord de Cotonou. L'inculpation du président Bashir par la Cour pénale internationale a rendu la situation encore plus complexe.

Le Soudan reste le pays dans lequel la Commission mènera les plus grandes interventions humanitaires. Ceci est proportionnel à l'accroissement des besoins (plus de 6 millions de personnes affectées), l'existence simultanée de trois crises distinctes mais interdépendantes et des limitations d'accès à l'espace humanitaire, tous ces éléments ayant un impact sur les coûts. Au Darfour, la fourniture indépendante et neutre d'assistance à des régions éloignées et touchées par des conflits a été sévèrement entravée par l'expulsion de plusieurs ONG en mars 2009 ainsi que par les obstacles administratifs et l'augmentation de l'insécurité. Les limitations d'accès et notamment leur impact sur la qualité des opérations et sur les coûts minent les activités de protection et la gestion des déplacements. L'est du pays et les zones transitoires ont été également sévèrement touchés par ces expulsions tandis que le Sud reste dans un contexte d'urgence avec des indicateurs bien au-dessus des seuils humanitaires.

En raison de l'ampleur et de la complexité de la crise du Soudan, la DG ECHO poursuivra une stratégie en trois axes. La majeure partie du financement de 2010 sera consacrée aux besoins essentiels de plusieurs millions de personnes déplacées, de réfugiés, de rapatriés, de communautés locales et de nomades. Au Darfour, l'assistance devrait être maintenue dans les camps et les zones de regroupement (également pour empêcher des retours forcés), dans les zones rurales défavorisées pour empêcher de nouveaux déplacements et dans les zones de conflit. Les domaines d'intervention prioritaires sont l'accès aux services de base et à l'aide alimentaire. Dans le Sud et dans les zones transitoires, la priorité sera accordée aux zones où les rapatriés et les communautés font face à des difficultés extrêmes aggravées par les catastrophes et les déplacements. L'appui à la réintégration des rapatriés sera également poursuivi. La DG ECHO promouvra la préparation aux catastrophes et le renforcement de la capacité de réaction à la fois de fournisseurs d'aide et des communautés, par exemple, à travers des mesures qui diminuent l'impact de l'usage de l'eau et des activités qui augmentent la capacité de résistance aux sécheresses. Enfin, l'aide aux partenaires dans leur volonté de mettre en œuvre des opérations sûres et basées sur les principes humanitaires continuera à travers le financement de services communs, tels que le transport aérien, un engagement pour une coordination efficace et le renforcement d'une stratégie de plaidoyer et de communication visant à défendre l'espace et les principes humanitaires.

Tchad

L'accès aux bénéficiaires a été particulièrement problématique en 2009 en raison des difficultés pour assurer le déploiement complet de la MINURCAT (Mission des Nations Unies en République Centrafricaine et au Tchad), des attaques armées de l'opposition et des actes de banditisme. La situation à l'Est du Tchad tout comme au Darfour rend le retour des réfugiés soudanais très improbable. Au sud du pays, l'arrivée de nouveaux réfugiés centrafricains depuis le début de l'année 2009 a empiré la situation. Il existe un risque accru d'insécurité alimentaire au Tchad, particulièrement dans l'est et au centre du pays. Le risque d'inondations et d'épidémies reste élevé.

Pour répondre à cette situation, la stratégie d'aide humanitaire de la Commission se focalisera sur : tout d'abord, le maintien de stratégies concentrées sur les secteurs de la santé, de l'eau et de l'assainissement pour rendre les bénéficiaires indépendants de l'aide humanitaire ; en second lieu, l'amplification de la dynamique LRRD engagée depuis 2008 en matière de sécurité alimentaire au Sud du pays et, quand les conditions le permettent, la promotion de la sécurité alimentaire en substitution à l'aide alimentaire; troisièmement, le renforcement des capacités de réaction de la population qui est structurellement très vulnérable aux risques d'épidémies et d'inondations, ainsi qu'à l'impact climatique sur la sécurité alimentaire (ce qui requiert le renforcement des capacités de certains partenaires de la Commission au niveau national). Enfin, la préservation de l'espace humanitaire vis-à-vis d'acteurs tels que la MINURCAT ou le gouvernement tchadien, la priorité au soutien logistique (transport aérien), la coordination et les actions de plaidoyer.

3.2.2. Afrique centrale

Republie Démocratique du Congo (RDC)

En dépit d'un graduel retour à la paix dans la majeure partie du pays, la situation humanitaire dans l'Est s'est aggravée en 2009. La violence sexuelle est un phénomène très inquiétant et très répandu. Avec 1,5 million de personnes déplacées, une diminution importante des récoltes liée aux difficultés d'accès et une insécurité omniprésente, la situation humanitaire reste préoccupante. Les problèmes sanitaires d'urgence, d'accès à l'eau sont des défis supplémentaires à surmonter pour un retour à une relative stabilité. La réintégration des réfugiés en provenance de Tanzanie et de Zambie crée des problèmes additionnels.

En réponse à cette situation, la DG ECHO soutiendra des programmes de sécurité alimentaire afin de fournir des moyens de subsistance et d'aider à rétablir la sécurité tout en continuant l'appui au retour des réfugiés. Ces activités qui représentent la majeure partie du financement de DG ECHO, seront étroitement coordonnées avec les instruments de coopération au développement, notamment l'appui à la réintégration, les secteurs de la réhabilitation, de la santé et de la sécurité alimentaire. Ceci permettra, au moment opportun, de permettre l'intervention d'autres bailleurs, dans l'esprit LRRD. Le financement de la Commission sera également utilisé pour améliorer la qualité et la rapidité de l'aide en renforçant les capacités des partenaires. La DG ECHO est également déterminée à assurer une présence accrue dans la prévention des violences sexuelles et dans le traitement des victimes par l'intégration de ces aspects dans la majorité des projets et cela dans le cadre d'une stratégie plus globale de la Commission pour lutter contre ce problème. Enfin, la Commission continuera à défendre l'espace humanitaire et à promouvoir le respect des principes humanitaires par le biais

d'actions de plaidoyer, de coordination et d'appui actif à la logistique humanitaire, principalement par le biais d'ECHO FLIGHT.

ECHO Flight

Les opérations ECHO FLIGHT permettent à la Commission de continuer à contribuer à la mise en œuvre des projets humanitaires dans les zones éloignées, que ce soit dans la RDC, au Kenya ou dans toute autre région d'intervention possible. Cette activité augmente l'accès humanitaire pour les acteurs humanitaires et fournit un service efficace, fiable et sûr qui peut également être utilisé dans le cadre des projets de post-urgence. Le service continuera à se coordonner avec d'autres services d'aide humanitaire. Il veillera également à éviter toute concurrence avec les compagnies aériennes commerciales viables.

République Centrafricaine (CAR)

La République centrafricaine a connu une insécurité accrue en 2009, ce qui a restreint l'espace humanitaire et l'accès aux populations et a mené à une détérioration de la situation humanitaire. En 2010, la DG ECHO répondra à la fois aux besoins existants et aux nouvelles situations d'urgences, contribuant à l'effort humanitaire dans deux domaines principaux : tout d'abord, la fourniture d'une aide humanitaire multisectorielle, avec un accent particulier sur l'eau et l'assainissement et la nutrition ; et, deuxièmement, l'aide pour la protection des civils vulnérables, particulièrement les femmes et les enfants, et l'amélioration de l'accès aux populations, en incitant les acteurs humanitaires à être présents dans les régions les plus critiques, en soutenant les services logistiques humanitaires et en promouvant une coordination humanitaire efficace. Dans le même temps, une approche LRRD spécifique sera encouragée dans les zones identifiées par les acteurs du développement pour des programmes de reconstruction.

Burundi/Tanzanie

La stratégie de sortie de la DG ECHO du Burundi et de la Tanzanie repose sur deux facteurs : le retour des réfugiés et leur réintégration ainsi que la reprise des activités par les acteurs du développement dans l'esprit LRRD. Le retour des réfugiés n'ayant pas été à la hauteur des prévisions en 2009, il restera deux camps en Tanzanie et trois au Burundi en 2010. Bien qu'au Burundi, la dynamique de développement commence lentement à redresser la situation, le pays reste fragile tant politiquement (élections présidentielles en 2010) que socio-économiquement (retour de centaines de milliers de réfugiés et une sécurité alimentaire précaire). En conséquence, les domaines principaux couverts par le LRRD pour aider à assurer la couverture des besoins essentiels seront la sécurité alimentaire, la réintégration, la santé et la nutrition, l'eau et l'assainissement, l'éducation, la protection et le rapatriement.

3.2.3. Corne de l'Afrique

Ethiopie

La situation humanitaire globale continue d'interpeller. Les principales préoccupations sont : la production alimentaire encore faible à cause d'un manquement de pluie répété; des prix alimentaires élevés empêchant les ménages les plus pauvres d'avoir accès aux besoins nutritionnels fondamentaux; les limitations d'accès imposées par le gouvernement, y compris le manque d'accès à la région Somali (Ogaden); et enfin les restrictions imposées aux programmes nutritionnels d'urgence. L'aide humanitaire de la Commission continuera à se concentrer sur l'assistance alimentaire, y compris les interventions de nutrition, de sécurité

alimentaire et d'aide alimentaire d'urgence. En outre, les efforts du Gouvernement et de partenaires de développement seront complétés par des opérations individuelles/locales dans les secteurs de la santé, y compris les épidémies ou encore l'eau et l'assainissement. Chaque fois que cela est possible, les opportunités de lien avec le LRRD continueront à être explorées et le DRR sera intégré dans toutes les opérations, particulièrement dans celles mises en œuvre dans les zones arides et semi-arides.

Erythrée

En raison des restrictions imposées par le Gouvernement, aboutissant à un rétrécissement de l'espace humanitaire, à un manque de données fiables et à une réduction de la capacité de mise en œuvre efficace des partenaires, il n'a pas été possible d'engager la totalité des fonds attribués en 2009 et il n'est plus possible de répondre de façon professionnelle aux besoins humanitaires. Par conséquent, à ce stade, il n'y a aucune planification d'allocation pour 2010.

Kenya

L'appui aux milliers de réfugiés somaliens sera poursuivi. La population du camp Dadaab, où vivent plus de 320.000 personnes dans des conditions extrêmement précaires, dépend entièrement de l'aide extérieure. Les services essentiels sont sous-financés. La DG ECHO se concentrera sur la fourniture d'eau potable et d'installations sanitaires en nombre suffisant. Elle aidera à éviter des interruptions dans la distribution alimentaire et améliorer les services de santé primaire. Dans les régions arides du Kenya, où les taux de malnutrition sont au-dessus des normes d'urgence de l'OMS, la DG ECHO soutiendra des activités de nutrition et de moyen de subsistance, en se concentrant sur le traitement et la surveillance. Les actions visant à soutenir le retour à la normale de la situation suite à la grave sécheresse de 2009 seront également financées dans les secteurs de l'alimentation et de la sécurité alimentaire, de l'eau, de la santé et de la gestion du cheptel. Les opportunités de lien avec le LRRD, quand elles sont possibles, continueront à être menées, particulièrement dans les secteurs de la sécurité alimentaire et des moyens de subsistance.

Somalie

La moitié de la population, estimée à 3,76 millions de personnes, dont 1,42 millions de personnes déplacées (IDP), a besoin d'assistance humanitaire. En outre, la situation générale dans la plupart des régions de la Somalie se détériore très rapidement suite au manque de moyens de subsistance, aux stratégies de réponse érodées, aux prix des produits de base élevés, à l'inflation, à la dévaluation de la monnaie et à la sécheresse persistante. Les taux de malnutrition sont parmi les plus élevés au monde. Les agences humanitaires, y compris les partenaires de la DG ECHO, relèvent continuellement des défis pour assister. Plusieurs organisations humanitaires ne peuvent ni mener des évaluations correctes des besoins, ni assurer un contrôle approprié ni adapter le niveau de leurs activités pour répondre aux besoins croissants. Néanmoins, les partenaires de la DG ECHO ont fait des progrès considérables dans la capacité de mise en œuvre. Puisqu'une amélioration rapide de la situation est peu probable, la DG ECHO continuera à se concentrer sur les besoins humanitaires principaux de personnes déplacées (IDP), des communautés hôtes, des communautés extrêmement marginalisées et les groupes de personnes vulnérables. Les secteurs visés sont l'aide alimentaire, les biens non alimentaires, la santé, l'eau et l'assainissement. Les programmes de soutien aux moyens de subsistance et les programmes donnant de l'argent liquide aux ménages les plus vulnérables pourront également être considérés, ainsi que des activités visant à réduire la malnutrition et à fournir de l'eau. L'aide alimentaire sera considérée seulement comme option de dernier recours. La DG ECHO continuera à assurer la complémentarité et le lien avec le

développement. Les opportunités pour des actions de prévention des risques seront également recherchées dans la mesure du possible.

Ouganda

La Commission réduit graduellement son financement humanitaire car le processus de retour des IDPs se poursuit dans la région d'Acholi. Une réduction substantielle de la quantité d'aide alimentaire requise est probable puisque l'auto-suffisance des populations revenues dans leur région d'origine s'améliore. Dans la région Karamoja néanmoins, la sécurité alimentaire reste précaire. La DG ECHO continuera à soutenir les actions de nutrition, et les interventions relatives à l'insécurité et à l'aide aux moyens de subsistance.

Sécheresse régionale

Afin d'aborder la question de la sécheresse dans la Corne de l'Afrique, la Commission continuera à soutenir des interventions humanitaires pilotes dans la poursuite de deux objectifs : améliorer la qualité de la réponse d'urgence à la sécheresse et accroître les stratégies d'adaptation des communautés locales pour faire face aux cycles de plus en plus récurrents de la sécheresse, pour réduire leur dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure. Cette approche, qui comprend un certain nombre d'interventions transfrontalières, aborde la crise humanitaire prolongée dans la Corne de l'Afrique via une approche de réduction des risques de catastrophes qui prend en compte notamment les défis posés par les conséquences du changement climatique sur les terres arides et semi-arides de la région de la Corne de l'Afrique. La stratégie sera une réponse à la grave sécheresse de 2009. En outre, des actions régionales de plaidoyer utiliseront et dissémineront l'expérience acquise et les bonnes pratiques identifiées. Cela contribuera à intensifier les efforts dans le domaine du LRRD. Cette approche a déjà commencé à obtenir des résultats positifs. L'intégration des actions régionales de réduction des risques de sécheresse dans le cadre institutionnel de la préparation aux catastrophes sera poursuivie. Une perspective de sortie de ces activités pourra être évoquée une fois que les acteurs institutionnels et de développement auront entièrement intégré l'approche de réduction des risques de catastrophes et d'adaptation au changement climatique dans leurs stratégies de soutien aux populations vulnérables.

3.2.4. Afrique australe et Océan Indien

Les 10 pays de l'Afrique australe ont les taux de prévalence HIV et SIDA les plus élevés au monde. Comme ce facteur augmente la vulnérabilité de la région aux chocs externes, il doit être pris très sérieusement en considération dans toute évaluation des besoins d'urgence à venir, y compris le lien entre le HIV/SIDA et la nutrition. Bien que la Commission ne prévoie pas d'intervention humanitaire dans la région, à l'exception du Zimbabwe, la région exige néanmoins un contrôle humanitaire continu.

Zimbabwe

2009 a été marquée par une épidémie massive de choléra, par la formation d'un gouvernement d'unité nationale, par des avancées vers un réengagement politique de la part de l'UE (en vertu de l'article 8 de Cotonou) et, pour d'autres bailleurs, par la dollarisation et la libéralisation de l'économie, et enfin par la meilleure récolte depuis plusieurs années. Les dangers les plus sérieux pour la situation humanitaire sont la probabilité d'une deuxième épidémie de choléra et le fait que les produits alimentaires ne sont pas à disposition de ceux qui n'ont pas accès aux devises.

Un défi sera de faire des progrès dans le processus LRRD et de démarrer une stratégie de sortie pour la DG ECHO. Cette stratégie de sortie semble être surtout possible dans le secteur de l'aide alimentaire et de la sécurité alimentaire où, en plus d'une deuxième excellente récolte, des liens solides existent avec des programmes à plus long terme d'autres bailleurs. Le secteur le plus problématique pour LRRD est celui de la santé publique dont le système s'est effondré, et pour lequel peu de financement de développement à long terme n'est disponible.

3.2.5. Afrique occidentale

Sahel (Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger, et les régions sahéliennes des pays voisins)

La stratégie de la DG ECHO pour la zone du Sahel est de continuer à réduire la mortalité due à la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes. Il s'agit aussi de continuer les actions de plaidoyer pour intégrer la gestion de la malnutrition dans les systèmes de soins de santé primaire nationaux, en étroite coordination avec la communauté d'aide au développement. Des actions continueront à être basées sur les trois axes: tout d'abord, *améliorer les connaissances*: en encourageant l'utilisation de méthodologies améliorées pour mesurer la malnutrition et les moyens de subsistance au niveau des ménages, en tenant compte de l'impact potentiel du changement climatique ; en second lieu, *appuyer les solutions pilotes innovantes, qui sont appropriées et reproductibles* : le financement de projets qui mettent un accent sur la réduction des risques de catastrophes, le renforcement des mécanismes d'adaptation et la gestion de la malnutrition aiguë grave ; Troisièmement, *Plaider de façon appropriée et efficace auprès des populations en danger et des décideurs politiques pour promouvoir une approche LRRD à long terme durable et viable*: Cela aidera fortement à la consolidation des progrès considérables accomplis en 2009 dans ce secteur et sur les questions LRRD dans le cadre des évaluations à mi-parcours des programmes du 10^e FED dans la zone du Sahel en 2010.

Il convient de noter que les prix alimentaires en permanence très élevés, les pluies irrégulières pendant la saison agricole de cette année et l'instabilité politique ont aggravé le risque de crise à la plupart des populations vulnérables au Sahel. Les récoltes sont au-dessous de la moyenne, et les réserves des ménages sont faibles. L'endettement est élevé et les mécanismes d'adaptation ont été brutalement affaiblis par une série de chocs externes. Les taux de malnutrition aiguë restent bien au-dessus des seuils d'urgence internationalement reconnus. L'accès humanitaire représente également un problème dans certaines régions du Sahel.

Liberia

La Commission poursuivra son engagement humanitaire au Liberia afin d'achever la transition de l'aide humanitaire vers l'aide au développement. Le processus LRRD a fait des progrès en 2009 mais une aide humanitaire continue est encore nécessaire dans les secteurs de la santé et de l'eau et de l'assainissement jusqu'à ce que les programmes du 10^e FED pour ce secteur commencent en 2011.

Préparation aux catastrophes et réponse en Afrique occidentale

Toute l'Afrique occidentale est soumise à des épidémies récurrentes et à des catastrophes naturelles de faible intensité (inondations par exemple). Les projets permettant une réaction rapide et les projets de préparation aux catastrophes permettent la mise en œuvre de réponses appropriées et adéquates, complétées s'il y a lieu par les décisions d'urgence. Dans le cadre de sa stratégie de réduction des risques de catastrophes, la DG ECHO soutiendra les actions

visant à améliorer la préparation aux catastrophes en Afrique occidentale en ciblant notamment la préparation aux risques d'inondation et l'atténuation de leurs conséquences sanitaires. Elle pourra également permettre une réaction rapide en prenant une autre décision pour répondre aux urgences épidémiques régulières qui touchent l'Afrique occidentale dans son ensemble (le choléra, la fièvre jaune, la méningite, la rougeole, etc...)

3.3. Moyen Orient et Méditerranée

Territoires Palestiniens Occupés

L'isolement et la fragmentation de la Cisjordanie (2,5 millions d'habitants, dont 754.000 réfugiés) continuent à avoir un impact majeur sur l'économie palestinienne et sur les moyens de subsistance, avec comme résultat de vastes segments de la population qui sont de plus en plus dépendants de l'aide humanitaire. Le blocus persistant et les opérations militaires dans la Bande de Gaza (1,5 millions d'habitants, dont 1 million de réfugiés) ont mené les structures économiques et sociales au bord de l'effondrement et la fourniture de services essentiels est à son point de rupture, avec 95% de la population dépendant de l'aide. La région est touchée par la sécheresse depuis plusieurs années et des mesures de réponse visant à en traiter les conséquences sont prévues.

La stratégie de la DG ECHO pour 2010 intégrera la protection des populations civiles et visera les segments les plus vulnérables de la population afin de répondre à leurs besoins humanitaires de base. Dans cette optique, l'aide aux moyens de subsistance (aide alimentaire et "cash for work") restera une priorité pour la DG ECHO, s'élevant à environ 56% de l'aide fournie. L'attention sera également portée aux secteurs de l'eau et l'assainissement, la santé et les programmes de soutien psychosocial. La coordination de toutes ces activités sera également soutenue.

En Cisjordanie, la DG ECHO ciblera principalement les populations situées dans les régions éloignées et isolées telles que la zone barrière (seam zone), et plus particulièrement les Bédouins et les bergers; ce qui représente à peu près la moitié de l'aide humanitaire de DG ECHO. Dans le secteur de la santé, les actions se concentreront dans les secteurs où les fermetures et les restrictions de mouvement gênent l'accès aux services. La distribution de produits alimentaires visera les communautés isolées des marchés.

À Gaza, les activités humanitaires financées par la DG ECHO s'élargiront à tous les secteurs habituels de l'aide humanitaire touchés dans les crises aiguës. Le financement des programmes d'eau et d'assainissement sera limité par les contraintes du blocus actuel. D'autres secteurs clés nécessitent un soutien à Gaza, tels que la santé et l'aide psychosociale.

Liban

Les droits sociaux et civiques des plus de 400.000 réfugiés palestiniens qui vivent au Liban sont très réduits. Dans les 12 camps officiels gérés par l'UNRWA (52% des réfugiés y sont abrités) ainsi que dans les 42 rassemblements de réfugiés non reconnus (les "gatherings") les besoins humanitaires persistent. La DG ECHO poursuivra ses interventions dans les secteurs de la santé, de la protection, de l'aide alimentaire, des moyens de subsistance, de l'eau et de l'assainissement et des abris. Une attention particulière sera donnée aux victimes du conflit de Nahr El Bared.

Irak

La situation humanitaire en Irak semble se stabiliser malgré le nombre élevé de personnes déplacées : environ 1,7 millions de personnes sont déplacées à l'intérieur du pays (source : UNHCR) et 295.000 sont des réfugiés enregistrés dans les pays limitrophes, notamment en Syrie (224.000) et en Jordanie (53.000). Les problèmes d'accès et de sécurité en Irak demeurent relativement aigus, ce qui rend la fourniture de l'aide humanitaire particulièrement difficile. En raison d'une meilleure réponse du gouvernement, la Commission prévoit une légère réduction de son effort d'aide humanitaire. La protection restera le secteur prioritaire avec les services de base pour les réfugiés irakiens les plus vulnérables. Une intervention supplémentaire pourrait éventuellement être envisagée en Syrie, en raison de la sécheresse continue.

Yémen

La situation humanitaire au Yémen a continué de se détériorer en 2009. Les capacités de réaction du pays sont sous pression en raison de la guerre dans les gouvernorats du Nord (l'accès aux bénéficiaires y est entravé par l'insécurité croissante, même en-dehors de la zone de guerre) et l'afflux de migrants en provenance de la Corne de l'Afrique. Par conséquent, la DG ECHO soutiendra des actions de protection et d'assistance en faveur des populations touchées par le conflit interne et des réfugiés débarquant sur les côtes du Yémen.

Réfugiés Saharouis

La situation des réfugiés Saharawi dans les camps près de Tindouf s'est détériorée après le départ des instituteurs et des médecins et suite à la malnutrition chronique. L'aide humanitaire de la Commission devra être maintenue au même niveau qu'en 2009 ou être légèrement augmentée. L'aide continuera de couvrir les secteurs de base: l'aide alimentaire, la santé et la nutrition, l'eau et l'assainissement, les abris et les biens non alimentaires de base. Dans le contexte actuel, une approche LRRD est impossible. Néanmoins, une attention particulière sera donnée à la coordination sectorielle, au renforcement des capacités locales, à la programmation à mi-parcours et à la fiabilité des flux d'aide alimentaire.

3.4. Asie et Pacifique

Afghanistan

La détérioration des conditions en matière de sécurité et les conséquences d'opérations militaires élargies, ajoutées à des années de sécheresse et à des catastrophes naturelles de petite échelle mais répétées, ont causé une forte hausse des besoins humanitaires. En 2010, la priorité sera de soutenir les réfugiés retournant du Pakistan et d'Iran en Afghanistan et les personnes touchées par des déplacements à l'intérieur du pays. Le but sera de répondre aux besoins des bénéficiaires en matière d'abris, de produits alimentaires, d'eau et d'assainissement et d'éducation à l'hygiène, avec la protection et le DRR comme priorités horizontales.

La DG ECHO se réengagera dans le secteur de la santé puisque les besoins en ce domaine réapparaissent, notamment dans les régions éloignées, en mettant un accent particulier sur la malnutrition aigue et les foyers de maladies. La DG ECHO intensifiera ses efforts afin de mettre en œuvre une approche LRRD cohérente impliquant les collectivités locales. L'appui aux efforts de coordination de l'aide humanitaire et aux activités de plaidoyer va continuer. Il concernera également la coordination de la sécurité et les vols humanitaires, qui facilitent l'accès aux zones reculées.

Pakistan

La Commission soutiendra des interventions humanitaires en réponse aux déplacements massifs de population dans la province frontière du nord-ouest et dans les secteurs tribaux, qui sont administrés de façon fédérale. Ces interventions cibleront les personnes déplacées (IDPs), les personnes retournant dans leurs régions d'origine, les familles d'accueil et les autres communautés touchées par le conflit. La protection des civils, la sécurité des travailleurs humanitaires, l'accès aux bénéficiaires et le respect de l'espace humanitaire sont des préoccupations primordiales dans ce contexte. La DG ECHO focalisera ses interventions sur les besoins humanitaires essentiels tels que la protection, l'assistance alimentaire, les soins de santé de base et l'eau et l'assainissement. L'aide aux moyens de subsistance de base sera considérée si le contexte sécuritaire le permet. La DG ECHO communiquera également avec les partenaires concernées pour préconiser l'intégration des considérations humanitaires dans les politiques et les programmes de reconstruction.

Bangladesh

La Commission soutiendra 33.500 réfugiés Rohingya non enregistrés dans deux camps non officiels, procurant ainsi un niveau minimal d'aide humanitaire, et en mettant l'accent sur la protection. Des discussions sont en cours avec les principales parties prenantes pour trouver une réponse durable à la situation qui prévaut dans le pays. La DG ECHO fournira également de l'aide alimentaire aux tribus montagnardes indigènes vulnérables qui souffrent d'insécurité alimentaire aiguë suite aux invasions de rongeurs. Des abris et des moyens de subsistance seront fournis aux victimes les plus touchées par le cyclone Aila de mai 2009, toujours bloquées sur des côtes. Une approche coordonnée LRRD pour la situation post crise est à l'étude avec d'autres acteurs du développement.

Inde

La Commission financera des opérations humanitaires en appui aux victimes des conflits du Cachemire et de la rébellion Naxalite. La protection, l'aide psycho-sociale et l'aide médicale restent largement appropriées tandis que dans l'Etat de Chhattisgarh les besoins sont accrus en matière de protection. Les opportunités LRRD dans ce contexte dépendront de l'accès, lui-même lié à l'intensité de ces conflits.

Népal

Dans une situation post-conflit fragile, les problèmes du Népal doivent être abordés par une approche de développement plutôt que par une approche humanitaire. Par conséquent, l'aide humanitaire de la DG ECHO sera progressivement ramenée à zéro, tout en gardant jusqu'au retrait complet un accent sur la protection, la santé de base, l'eau et l'assainissement. La phase de transition entre humanitaire et développement sera facilitée par la reprise de la coopération au développement, y compris la "Facilité alimentaire" de la Commission. La DG ECHO continuera de financer l'aide alimentaire en faveur des 90.000 réfugiés bhoutanais vivant dans les camps, tout en encourageant la recherche d'une solution pour eux. Il est probable que cette stratégie soit modifiée selon la situation dans le pays et les nouveaux besoins humanitaires qui pourraient survenir au cours de l'année.

Sri Lanka

Depuis la victoire militaire du gouvernement sur les Tigres Tamouls en mai 2009, la DG ECHO a mis l'accent sur la protection et l'assistance d'urgence à plus de 280.000 personnes, principalement de l'ethnie Tamoul, détenus dans des camps situés dans le Nord. Ces personnes sont totalement dépendantes de l'aide humanitaire mais l'attitude du gouvernement a abouti à un rétrécissement de l'espace humanitaire et a créé un dilemme pour

les partenaires, qui doivent essayer de trouver un équilibre entre les principes humanitaires et les impératifs pratiques pour répondre aux besoins. . La DG ECHO ne contribuera à aucun nouveau financement en appui aux camps de détention, mais contribuera au processus de retour, sous réserve que es conditions en soient correctes et que les principes humanitaires fondamentaux soient respectés. La DG ECHO fournira une aide - principalement en eau et assainissement - aux 70.000 réfugiés sri-lankais dans les camps de Tamil Nadu en Inde.

Birmanie/Myanmar - Thaïlande

La DG ECHO fournira de l'aide humanitaire aux populations vulnérables touchées par le conflit de faible intensité en Birmanie/Myanmar, notamment envers les minorités ethniques vivant dans les zones frontalières orientales et de la population apatride Rohingya dans l'État du Rakhine du Nord. Les secteurs principaux de l'aide resteront la protection, l'aide alimentaire, la nutrition, les soins de santé primaire et l'eau et l'assainissement. Dans la perspective des élections parlementaires prévues pour 2010, une aggravation des tensions peut être attendue entre le gouvernement et les différents groupes ethniques, particulièrement avec leurs factions armées.

Dans les camps situés en Thaïlande, les cas de plus de 51.000 réfugiés birmans ont été traités depuis le début du processus de reclassement en 2006, la plupart d'entre eux ont été installés aux États-Unis. Néanmoins, cela n'a abouti à aucune réduction substantielle du nombre de personnes dans les camps. En 2010, la DG ECHO procurera de l'aide alimentaire et des soins de santé primaire dans les camps, mais poursuivra sa stratégie de réduction du niveau de l'aide financière et jouera un rôle proactif pour encourager les bailleurs à une meilleure coordination et à définir es solutions durables avec le Gouvernement Royal Thaïlandais.

Philippines

La résolution du conflit entre le Gouvernement et le "Moro Islamic Liberation Front" (MILF) n'est pas en vue pour l'instant, environ 350.000 personnes ont été déplacées depuis plus d'un an. Elles reçoivent peu de services de base, dépendent de plus en plus de l'aide extérieure et ont en grande partie épuisé leurs capacités de réaction. La DG ECHO soutiendra des activités d'urgence vitale et de protection dans un environnement difficile, miné par l'insécurité, et soutiendra fortement le maintien de l'espace humanitaire.

3.5. Amérique latine et Caraïbes

Colombie

La réponse au conflit interne en Colombie, qui dure maintenant depuis plus de quatre décennies, est la plus grande intervention humanitaire en Amérique latine. Chaque année, plus de 300.000 personnes sont déplacées et le HCR estime que 373.000 Colombiens sont des réfugiés ou vivent dans une situation de réfugié. En Colombie, la séparation entre civil et militaire s'estompe de plus en plus, avec une réduction de l'espace humanitaire. La DG ECHO fournira une aide dans les secteurs de l'alimentation, des soins de santé, d'eau et d'assainissement, d'abri et de protection, principalement aux nouveaux déplacés internes et aux populations rurales touchées par le conflit. Des efforts seront faits pour faire participer les institutions étatiques à l'échelle locale et pour leur transférer les activités d'aide dans un proche avenir, de sorte qu'elles puissent assumer leurs entières responsabilités vis à vis de leurs citoyens. En Équateur et au Venezuela, la DG ECHO fournira une aide humanitaire d'urgence et une protection aux victimes de ce conflit nouvellement arrivés.

Haïti

La stratégie de la DG ECHO en 2010 sera de réduire la malnutrition et la mortalité par une assistance multisectorielle afin de répondre aux catastrophes naturelles et mettre en œuvre des activités de préparation aux catastrophes. La protection de l'aide alimentaire, la réduction des risques liés aux catastrophes et la durabilité environnementale sont des éléments clés de cette stratégie, qui sera mise en œuvre en utilisant les ressources engagées dans le budget 2009.

4. CONCLUSION

Les tendances globales et les différentes situations de crise montrent que les principaux défis actuels de l'aide humanitaire sont : un espace humanitaire sans cesse réduit, avec un nombre croissant de pays où l'accès aux bénéficiaires est devenu plus difficile voire impossible ; des conditions de sécurité aggravées tant pour les bénéficiaires que pour les travailleurs humanitaires ; une forte augmentation de la fréquence et de l'intensité des catastrophes naturelles; et enfin le lien entre l'aide humanitaire à court terme et les activités de coopération au développement à plus long terme.

Cette stratégie décrit la façon dont les opérations d'aide humanitaire de la Commission aborderont ces questions. Il est clair que la réponse se situe non seulement dans la quantité, mais également dans la qualité de l'aide. En outre, les actions de plaidoyer aux niveaux les plus élevés continueront à être nécessaires afin de faire face à quelques-uns des problèmes les plus sérieux de l'aide humanitaire, particulièrement la diminution de l'espace humanitaire et le non respect du droit humanitaire international.